



REVUE DE PRESSE N°211 DU LUNDI 15 SEPTEMBRE 2025

La rentrée parlement dans les deux chambres ce lundi 15 septembre, une rentrée explosive suite à une pétition pour la destitution du président de la chambre basse, Vital Kamerhe qui a été commentée par les journaux parus ce matin dans la capitale RD-Congolaise.



confirme que la session de septembre s'ouvre ce lundi à l'Assemblée nationale. Selon le journal, la principale matière, le débat sur le projet de loi de finances 2026. **FORUM DES AS** renseigne que le gouvernement présentera le budget de l'Etat via l'adresse de la Première ministre Judith Suminwa Tuluka. Mais compte tenu de problèmes qu'a le pays, d'autres matières peuvent également être inscrites à l'ordre du jour. Entre autres la situation sécuritaire dans l'Est du pays, le contrôle du Gouvernement, le fonctionnement interne du Parlement...

INFOS 27 rapporte : « **Rentrée parlementaire explosive : Tshisekedi face au défi d'arbitrer** ». La rentrée parlementaire de ce lundi 15 septembre à Kinshasa n'aura rien d'une formalité budgétaire. Alors que la Constitution impose de se consacrer au projet de loi des finances pour 2026, les deux Chambres du Parlement s'ouvrent sous la menace de tempêtes politiques inédites. L'Assemblée nationale et le Sénat, censés incarner la stabilité institutionnelle, vacillent, leurs bureaux contestés par des pétitions de destitution. Vital Kamerhe comme Jean Michel Sama Lukonde, note ce tabloïd, se retrouvent ainsi dans le viseur de leurs propres collègues, sur fond d'accusations d'opacité, d'inaction et de mépris. Selon le quotidien, le Chef de l'Etat, Félix Tshisekedi, qui avait appelé huit jours plus tôt à une session "sereine" et recentrée sur les priorités nationales, se retrouve désormais contraint d'endosser le rôle d'arbitre suprême.

De même, **le Phare** clame : « **Rentrée parlementaire sous haute tension !** ». Conformément à la Constitution du 6 février 2006, remaniée en janvier 2011, les Députés nationaux et Sénateurs reprendront, ce lundi matin, le chemin du Palais du Peuple pour prendre part à l'ouverture solennelle de la session ordinaire de septembre 2025. Bien que réputée budgétaire du fait que l'examen et l'adoption de la loi de finances du prochain exercice en constituent la principale matière inscrite à son calendrier, la session qui s'ouvre ce matin, pense ce tabloïd, risque de connaître de très fortes turbulences au plan politique, susceptibles de prendre le dessus sur le déroulement de ladite session, notamment la principale matière y consacrée.

ECONEWS fait le constat selon lequel : le monde politique congolais est secoué par une onde de choc. Alors qu'une pétition pour sa destitution gagne du terrain, Vital Kamerhe, président de l'Assemblée nationale, ne pourra pas compter sur le soutien de son principal allié de 2018. Selon ce journal, l'UDPS, le parti présidentiel, a décidé de le laisser seul face à son destin politique, marquant un tournant décisif dans les jeux de pouvoir à Kinshasa. **CONGO NOUVEAU** précise que selon plusieurs sources recoupées, 235 signatures sont déjà collectées pour évincer Vital Kamerhe du perchoir. Coup bas, jalousie, mauvaise foi, haine ?, s'interroge le journal. Personne ne le sait. Les pétitionnaires accuseraient Vital Kamerhe de mauvaise gouvernance...

Changeons de chapitre avec la situation sécuritaire à Uvira (Sud-Kivu) ; **mediascongo.net** titre : « **Fin de la visite à Uvira de la délégation gouvernementale sur fond de tensions persistantes** ». Une délégation du gouvernement central conduite par le VPM de l'Intérieur Jacquemin Shabani a séjourné ces trois derniers jours à Uvira, au Sud-Kivu, pour tenter d'apaiser les esprits après des manifestations contre la nomination d'un général accusé d'être proche de l'AFC/M23. À peine arrivée à Uvira, le 11 septembre, rapporte ce média, la délégation a participé à un conseil de sécurité provincial. Avant des consultations avec les forces vives d'Uvira et des représentants de combattants Wazalendo, alliés des FARDC. Au cœur des discussions, le cas du général Olivier Gasita. Les Wazalendo et les représentants des organisations de la société civile sont restés inflexibles. Ils demandent qu'il soit affecté ailleurs.

LE QUOTIDIEN fait mention sur les propos du VPM de l'Intérieur : « *Nous avons été envoyés par le chef de l'Etat pour rencontrer les forces vives de la province du Sud-Kivu, pour consultation, mais aussi l'apaisement. Nous avons tenu un conseil de sécurité provincial, des réunions avec les forces vives. C'est une forte délégation avec 4 membres du Gouvernement* », dit-il, avant d'ajouter que nous sommes dans une consultation pour recevoir les doléances de la population par rapport à tout ce qu'ils vivent, mais aussi les derniers incidents. Revenant sur le sujet, **LA TEMPETE DES TROPIQUES** rappelle qu'après plusieurs manifestations et tensions, à Uvira, liées à la nomination du général Olivier Gasita comme commandant chargé des renseignements de la 33ème région militaire, les Wazalendo, force d'autodéfense populaire locale se sont déclarés satisfaits de la réceptivité du Chef de l'Etat, estimant que ce dernier a écouté la voix du peuple.

Enfin, dans un autre registre, **CONGO NOUVEAU** rapporte : « **Bloqué à Kinshasa : mystère autour du gouverneur du Haut-Katanga** ». Le gouverneur du Haut Katanga, Jacques Kyabula, séjourne à Kinshasa depuis le 28 juillet 2025. Officiellement, rappelle ce Tri-hebdomadaire, il avait été convoqué par le vice-Premier ministre et ministre de l'Intérieur, Jacquemain Shabani, pour une séance de travail. Mais depuis, constate le journal, il est retenu dans la capitale, et le mystère demeure. Une enquête d'opinion, réalisée par Sondage Les Points, fait savoir **ECONEWS**, révèle que 81 % des habitants du Haut-Katanga souhaitent son retour le considérant comme un garant de la stabilité et du développement. Face à un parti politique qui défend sa loyauté indéfectible envers le Président de la République, Félix Tshisekedi, ajoute ce journal, la question de sa rétention à Kinshasa soulève des interrogations. Son retour est réclamé avec ferveur, alors que de nombreux chantiers de développement sont à l'arrêt, et que l'avenir de la province s'inscrit en pointillé. De même, **FORUM DES AS** revient : « **Haut-Katanga : 81% des habitants plébiscitent le retour de Kyabula** ».

